Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2008)

Heft: 1797

Artikel: Et si l'on donnait sa chance au parti bourgeois-démocratique? : Ce n'est pas seulement la composition du Conseil fédéral qui est jeu, c'est la recomposition de la droite

Autor: Brutsch, François

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1012590

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Et si l'on donnait sa chance au parti bourgeois-démocratique?

Ce n'est pas seulement la composition du Conseil fédéral qui est jeu, c'est la recomposition de la droite

François Brutsch (12 octobre 2008)

En expulsant non seulement ses conseillers fédéraux, mais aussi le parti grison tout entier, l'UDC a matérialisé sa scission et entraîné la création du parti bourgeois-démocratique (PBD, dont une meilleure traduction française pourrait être parti citoyen-démocrate, PCD). Son congrès constitutif aura lieu le 1er novembre à Glaris, avec la participation de Samuel Schmid et Eveline Widmer-Schlumpf. Il permet aux exclus, mais aussi aux membres et élus de l'UDC inquiets de la ligne majoritaire de se retrouver sans pour autant rejoindre un parti adverse. L'enjeu est alors de savoir si ce parti est susceptible de cristalliser dans l'actuelle Assemblée fédérale un groupe parlementaire (et au-delà du minimum requis de 5 élus dans l'un des deux conseils), s'il peut avoir une présence dans les cantons et laquelle, et s'il n'est pas susceptible de provoquer d'autres reclassements, attirant à lui des militants et des élus d'autres partis qui n'y sont pas très à l'aise mais n'auraient jamais envisagé de rejoindre l'UDC blochérienne: à l'heure d'une fusion radicale-libérale laborieuse et du perpétuel grand écart du PDC, le PBD ouvre des perspectives nouvelles qui pourraient intéresser également des verts de droite et des évangéliques.

L'avenir respectif de l'UDC et du PBD dépendra surtout de l'électorat, bien sûr. Mais aussi de l'attitude qu'adopteront les autres partis. Sauront-ils accompagner l'émergence d'un PBD, certes moins important numériquement que l'UDC, comme nouvel ailier droite de l'*«arc gouvernemental»* par lequel passent les compromis majoritaires au Parlement et en votation, et rejetant durablement l'UDC dans le rôle d'*«A droite toute»* conforme à sa position?

Au départ de Samuel Schmid, qui n'est pas urgent (DP 1795), le PDC peut bien retrouver un second siège avec l'appui du PS et des verts, mais au départ d'EWS c'est tout naturellement un ou une PBD qui la remplacerait. Ou l'expulsion de Blocher n'était-elle qu'un mouvement d'humeur, le rejet individuel et non politique d'un élément perturbateur, la majorité d'un matin ne croyant pas elle-même à son audace et le PBD étant promis à la courte vie des partis d'occasion?

Sur l'Europe, certainement appelée à rester un important critère de distinction entre les partis, il y a manifestement place pour deux positions distinctes à droite, toutes deux compatibles avec la participation au gouvernement: celle qui va de l'arrimage bilatéral passif actuel jusqu'à l'adhésion en passant (Turquie et Royaume-Uni aidant) par une recomposition du noyau des membres de plein exercice et du cercle des membres associés aux décisions dans l'Espace économique européen, qui recouvre PRD et PDC; et celle de l'ancrage européen de la Suisse compris sans réticence, mais pas au-delà de la voie bilatérale, que peut incarner le PBD.

Une UDC qui n'acceptait que du bout des lèvres les accords bilatéraux, elle, a manifestement sa place dans l'opposition en rassemblant l'électorat nationaliste hostile à toute construction européenne, qui existe d'ailleurs dans tous les Etats du continent.

On peut décliner l'exercice sur d'autres sujets. Un PBD plus patriote voire nationaliste que ne peuvent l'être le PRD et le PDC, mais pas xénophobe comme l'UDC. Un parti renouant avec les origines agrariennes de l'UDC, lui abandonnant les milieux défavorisés des villes qu'elle dispute à la gauche dans une alliance paradoxale avec le capitalisme dur, mais incarnant mieux que les autres partis de droite les valeurs traditionnelles non urbaines, moins sensible aux séductions de la mode et de l'argent facile. Vraiment conservateur (y compris, pourquoi pas, sur le paysage et les ressources naturelles), mais vraiment démocrate.

Une UDC d'opposition est la conclusion naturelle de son évolution sous la férule blochérienne et n'a rien d'anormal ni même d'inconfortable. C'est l'absence de représentation du courant oppositionnel de droite dans la configuration politique et parlementaire qui serait inquiétante. Si l'UDC n'occupe

pas ce terrain, d'autres le feront. Auparavant ils s'appelaient parti républicain, Action nationale, parti des automobilistes. Ils avaient moins d'élus certes, et ils étaient dispersés. Mais c'est l'enjeu d'un PBD réel et non fantoche que de ramener la frange oppositionnelle nationaliste et populiste de droite à un étiage moins inquiétant qu'aujourd'hui. En renforçant l'arc gouvernemental et la stabilité du régime de concordance.

Journaux gratuits: quelle influence sur le débat démocratique?

Le Matin Bleu *ou* 20 Minutes *ne sont pas seulement un produit de consommation individuelle*

Daniel Schöni Bartoli (09 octobre 2008)

Les chiffres publiés mercredi dernier par l'Institut de recherche et d'études des médias publicitaires montrent une augmentation sensible du tirage déclaré des deux journaux gratuits de Suisse romande: *Le Matin Bleu* affiche une hausse de plus de 47'000 unités pour atteindre 230'873 exemplaires, respectivement 9'000 et 221'560 exemplaires pour *20 Minutes*. Des chiffres qui placent ces deux gratuits en tête des diffusions. Les chiffres cités par la presse quotidienne montrent que le journal le plus affecté par cette concurrence est *Le Matin* (orange) qui perd près de 9'000 numéros vendus, ainsi que *24 Heures* et la *Tribune de Genève* qui en perdent tous deux 3'000. D'autres quotidiens semblent ne pas être affectés: ce sont principalement *Le Temps*, *La Liberté* et *Le Courrier*, dont le lectorat reste fidèle à des publications qui proposent un contenu très différent des gratuits.

Depuis leur apparition en Suisse romande à la charnière des années 2005 et 2006, ces journaux n'ont cessé d'affirmer leur dynamisme et multiplié les caissettes de distribution. Leur domination est très forte chez les pendulaires et plus particulièrement chez les jeunes qui *«surfent»* rapidement sur ces pages à l'apparence de portails internet. S'ils séduisent un public souhaitant ne lire *«que des faits»* et des textes brefs sans commentaires, ils rencontrent aussi de nombreuses critiques. Si les optimistes estiment que les gratuits permettent aux non-lecteurs d'avoir accès à un minimum d'informations écrites, d'autres déplorent une accumulation de dépêches d'agence où l'anecdote le dispute au fait divers sanglant, avec une mise en scène de l'insolite et des informations sans hiérarchisation ni contexte.

En fait, ces nouveaux venus sont en passe de transformer le statut de l'information dans le public. On peut grossièrement distinguer quatre types d'informations : l'information de socialisation (qui permet de nourrir la conversation: faits divers, *buzz*, etc.), les informations pratiques (météo, cinémas, rubrique mortuaire), l'information de divertissement (sports, pages *people*) et enfin l'information qui permet de mieux comprendre son environnement (politique, économie, écologie, etc.). Généralement, les quotidiens favorisent cette quatrième catégorie, mais c'est justement celle qui est réduite par les quotidiens gratuits. Assez logiquement, car c'est justement celle qui est la plus chère à *«produire»* exigeant une rédaction disponible et qualifiée. D'ailleurs, les quotidiens les plus déstabilisés par l'arrivée des gratuits sont ceux dont le profil est le moins éloigné de ceux-ci. Les journaux d'opinion proposant les analyses les plus fouillées ont mieux résisté. L'équilibre économique des gratuits est basé sur une minimisation du travail rédactionnel et une maximisation de l'impact publicitaire, nécessitant de limiter autant que possible les frais d'acquisition de l'information, en renonçant aux enquêtes, aux recherches et souvent aussi à la vérification de l'information. Pour le public, notamment la nouvelle génération, il devient *«normal»* de ne pas payer pour cette information.

Par ailleurs les gratuits constituent un nouveau support pour annonceurs qui vient augmenter les difficultés rencontrées par les quotidiens payants, déjà soumis à une